

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2015;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

« SCDF-Traitements » : le service SCDF-Traitements de l'Administration Paiements du Service public fédéral Finances, Administration générale de la Trésorerie, tel que visé dans l'arrêté royal du 13 mars 1952 organisant le service central des dépenses fixes et modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté royal du 11 mai 2001, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 2006, portant création du Service public fédéral Personnel et Organisation, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1, l'alinéa 1^{er} est complété par un 5° et un 6° rédigés comme suit :

« 5° d'assurer l'administration des salaires au moins pour les organisations qui à la date du 31 décembre 2015 font appel au service SCDF-Traitements ».

« 6° d'assurer l'administration du personnel pour les services fédéraux qui font appel à cet effet au Service public fédéral Personnel & Organisation ».

2° un paragraphe 3 est inséré, rédigé comme suit :

« § 3. A partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Service public fédéral Personnel et Organisation reprend les missions du service SCDF-Traitements, ainsi que tous les biens, droits et obligations légales et contractuelles concernant ces missions. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Art. 4. Notre Ministre des Finances et notre Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique,

S. VANDEPUT

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 november 2015;

Op de voordacht van de Minister van Financiën en de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

“CDVU- Wedden” : de dienst CDVU-Wedden van de Administratie Betalingen van de Federale Overheidsdienst Financiën, Algemene Administratie van de Thesaurie, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 13 maart 1952 tot inrichting van de centrale dienst der vaste uitgaven en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1868 houdende algemeen reglement op de Rijkscomptabiliteit.

Art. 2. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 mei 2001, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 januari 2006, houdende de oprichting van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het eerste lid aangevuld met een 5° en een 6°, luidende :

« 5° om de loonadministratie te verzekeren minstens voor de organisaties die op datum van 31 december 2015 hiervoor beroep doen op de dienst CDVU-Wedden ».

« 6° om de personeelsadministratie te verzekeren voor de federale diensten die hiervoor een beroep doen op de Federale Overheidsdienst Personeel & Organisatie ».

2° paragraaf 3 wordt ingevoegd, luidende :

« § 3 Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, neemt de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie de opdrachten over van de dienst CDVU- Wedden, alsook van alle goederen, rechten en wettelijke en contractuele plichten met betrekking tot deze opdrachten. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

Art. 4. Onze Minister van Financiën en onze Minister van Defensie belast met Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken,

S. VANDEPUT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2015/03420]

19 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal adaptant la dénomination de l'Administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 25 avril 2014 adaptant dans la législation fiscale les dénominations des administrations du Service public fédéral Finances et portant diverses autres modifications législatives, modifie les dénominations des administrations dans le cadre de l'adaptation de la nouvelle structure organisationnelle du Service public fédéral Finances.

La nouvelle dénomination de l'Administration de la Trésorerie doit être reprise dans toutes les dispositions réglementaires où l'on y fait référence.

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature vise à remplacer les mots « l'Administration de la Trésorerie » et « Service du crédit public du Ministère des Finances » par les mots « l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances » dans tous les arrêtés royaux faisant référence aux anciennes dénominations.

Il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'État.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2015/03420]

19 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot aanpassing van de benaming van de Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 25 april 2014 tot aanpassing in de fiscale wetgeving van de benamingen van de administraties van de Federale Overheidsdienst Financiën en houdende verscheidene andere wetwijzigingen, wijzigd de benamingen van de administraties in het kader van de aanpassing van de nieuwe organisatiestructuur van de Federale Overheidsdienst Financiën.

De nieuwe benaming van de Administratie van de Thesaurie moet worden overgenomen in alle reglementaire bepalingen waarin ernaar verwezen wordt.

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb U ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel de woorden « de Administratie der Thesaurie », « Dienst van Openbaar Krediet van het Ministerie van Financiën » en « het Bestuur der Thesaurie » te vervangen door « de Algemene Administratie van de Thesaurie » in alle koninklijke besluiten waarin wordt verwezen naar de oude benamingen.

Er werd rekening gehouden met alle opmerkingen van de Raad van State.

Pour répondre à la remarque du Conseil d'État en ce qui concerne les modifications à apporter aux articles 6, alinéa 1^{er} et 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, un nouvel article 3 a été ajouté. Il remplace les mots « du Service du Crédit public » par les mots « de l'Administration générale de la trésorerie ».

En raison de l'ajout de cet article 3, la numérotation des articles qui suivent a été modifiée.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

AVIS 58.148/4 DU 5 OCTOBRE 2015 DU CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'ADAPTANT LA DENOMINATION DE L'ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE DU SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES'

Le 4 septembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'adaptant la dénomination de l'Administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 octobre 2015.

La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'État, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Liénardy.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 octobre 2015.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. A l'instar de l'article 97 de la loi du 25 avril 2014 'adaptant dans la législation fiscale les dénominations des administrations du Service public fédéral Finances et portant diverses autres modifications législatives', il convient d'écrire « [l']Administration générale de la trésorerie » en veillant à respecter l'emploi des lettres capitales.

2. Pour chaque article modifié, il convient de mentionner l'historique de ses modifications antérieures encore en vigueur parce qu'elles ne sont pas devenues sans objet en conséquence de modifications ultérieures (1).

Ainsi, par exemple, les articles 1^{er}, 1^o, 6, alinéa 1^{er}, et 7 de l'arrêté royal du 26 avril 1968 'régulant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions' ont été modifiés par l'arrêté royal du 5 août 1974 et c'est précisément ensuite de ces modifications que leur texte mentionne désormais le « Service du Crédit public ». Cet arrêté royal du 5 août 1974 doit par conséquent être mentionné dans l'article 2 du projet.

En outre, alors que l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 26 avril 1968 mentionne le « Service du Crédit public du Ministère des Finances », ses articles 6, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 2, font quant à eux mention du « Service du Crédit public », sans plus. Il faut donc remplacer, dans l'article 1^{er}, 1^o, les mots « le Service du Crédit public du Ministère des Finances » par « l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances », et dans les articles 6, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 2, les mots « du Service du Crédit public » par « de l'Administration générale de la trésorerie ».

Om tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State met betrekking tot de wijzigingen die dienen aangebracht te worden aan de artikelen 6, eerste lid en 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, werd een nieuw artikel 3 toegevoegd. Het vervangt de woorden « van de Dienst van het Openbaar Krediet » door de woorden « van de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Als gevolg van de toevoeging van dit artikel 3, werd de nummering van de daaropvolgende artikelen gewijzigd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

ADVIES 58.148/4 VAN 5 OKTOBER 2015 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT AANPASSING VAN DE BENAMING VAN DE ADMINISTRATIE VAN DE THESAURIE VAN DE FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN'

Op 4 september 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing van de benaming van de Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 oktober 2015.

De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Yves De Cordt en Christian Behrendt, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Liénardy.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 oktober 2015.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Naar het voorbeeld van wat in artikel 97 van de wet van 25 april 2014 'tot aanpassing in de fiscale wetgeving van de benamingen van de administraties van de Federale Overheidsdienst Financiën en houdende verscheidene andere wetswijzigingen' staat, schrijve men "de Algemene Administratie van de Thesaurie", waarbij gelet moet worden op het gebruik van de hoofdletters.

2. Van elk artikel dat gewijzigd wordt, behoren de opeenvolgende vroegere wijzigingen te worden vermeld die niet doelloos geworden zijn ten gevolge van latere wijzigingen, en dus nog geldig zijn (1).

Zo bijvoorbeeld zijn de artikelen 1, 1^o, 6, eerste lid, en 7 van het koninklijk besluit van 26 april 1968 'tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen' gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1974 en wordt met als gevolg van die wijzigingen in die bepalingen thans de benaming "Dienst van Openbaar Krediet" gebezigd. Dat koninklijk besluit van 5 augustus 1974 moet bijgevolg vermeld worden in artikel 2 van het ontwerp.

Bovendien is er in artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 26 april 1968 sprake van "de Dienst van Openbaar Krediet van het Ministerie van Financiën", terwijl de artikelen 6, eerste lid, en 7, tweede lid, melding maken van "de Dienst van het Openbaar Krediet" zonder meer. In artikel 1, 1^o, moeten dan ook de woorden "de Dienst van Openbaar Krediet van het Ministerie van Financiën" vervangen worden door de woorden "de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën", terwijl in de artikelen 6, eerste lid, en 7, tweede lid, de woorden "van de Dienst van het Openbaar Krediet" vervangen moeten worden door de woorden "van de Algemene Administratie van de Thesaurie".

3. L'article 22, § 2, alinéa 7, de l'annexe 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 'portant réglementation du service postal', remplacée par l'arrêté royal du 14 avril 2013, dispose comme suit :

« La demande d'ouverture d'un compte courant postal de l'Etat doit être accompagnée de la lettre d'autorisation du Service public fédéral Finances – Administration de la Trésorerie – et être revêtue du numéro de compte courant postal attribué par ce service ».

Ce sont donc les mots « du Service public fédéral Finances – Administration de la Trésorerie » que l'article 3 du projet doit remplacer par « de l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

4. A l'article 4 du projet, il y a lieu de mentionner « l'alinéa 2 » et non « l'alinéa 1^{er} ».

5. A l'article 6 du projet, il faut mentionner que l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté royal du 25 avril 1986 'autorisant certaines autorités du Ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques' a été remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1987.

6. A l'article 8 du projet, les mots à remplacer dans l'article 35 de l'arrêté royal du 23 janvier 1991 'relatif aux titres de la dette de l'Etat', modifié par celui du 10 février 1993, sont « au Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie, ». Le texte sera adapté en conséquence.

7. A l'article 9 du projet, les mots à remplacer dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 août 1992 'relatif à la dépossession involontaire de titres au porteur' sont « du Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie ». Le texte sera adapté en conséquence.

8. A l'article 10 du projet, il faut mentionner que l'article 8 de l'arrêté royal du 8 octobre 1992 'relatif à la Commission d'Evaluation des Actifs de l'Etat' a été remplacé par celui du 10 octobre 2000. Le texte sera adapté en conséquence.

9. A l'article 11 du projet, les mots à remplacer dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 'déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public' sont « Administration de la Trésorerie, Ministère des Finances ». Le texte sera adapté en conséquence.

10. A l'article 17 du projet, les mots à remplacer dans les articles 2, alinéa 2, et 4 de l'arrêté royal du 13 novembre 1997 'relatif à l'exécution des articles 4 et 7 de la loi du 15 décembre 1994 portant dissolution du Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers' sont « au Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie, Service du Crédit public ». Le texte sera adapté en conséquence.

11. A l'article 24 du projet, les mots à remplacer dans l'article 1^{er}, 12°, de l'arrêté royal du 27 mars 2003 'portant exécution des articles 34 et 35 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991' sont « l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances ». Le texte sera adapté en conséquence.

Le greffier,
C. Gigot.

Le président,
P. Liénardy

Note

(1) Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 113.

3. Artikel 22, § 2, zevende lid, van bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 12 januari 1970 'houdende reglementering van de postdienst', welke bijlage vervangen is bij het koninklijk besluit van 14 april 2013, luidt als volgt :

“Aan de aanvraag van de Staat tot het openen van een postrekening-courant is de machtigingsbrief van de Federale Overheidsdienst Financiën - Administratie der Thesaurie - gehecht, met vermelding van het nummer van postrekening-courant dat deze dienst heeft toegewezen”.

In artikel 3 van het ontwerp moet bijgevolg worden bepaald dat de woorden “van de Federale Overheidsdienst Financiën - Administratie der Thesaurie” vervangen moeten worden door de woorden “van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën”.

4. In artikel 4 van het ontwerp behoort “tweede lid” geschreven te worden en niet “eerste lid”.

5. In artikel 6 van het ontwerp moet worden vermeld dat artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 25 april 1986 'waarbij sommige overheden van het Ministerie van Financiën gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken' vervangen is bij het koninklijk besluit van 5 maart 1987.

6. In artikel 8 van het ontwerp moet worden bepaald dat in artikel 35 van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 'betreffende de effecten van de Staatsschuld', gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1993, de woorden “bij het Ministerie van Financiën, Administratie der Thesaurie” behoren te worden vervangen. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

7. In artikel 9 van het ontwerp moet worden bepaald dat in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 'betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder' de woorden “van het Ministerie van Financiën, Administratie der Thesaurie” behoren te worden vervangen. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

8. In artikel 10 van het ontwerp moet worden vermeld dat artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1992 'betreffende de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk' vervangen is bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2000. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

9. In artikel 11 van het ontwerp moet worden bepaald dat in artikel 1, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 'tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut' de woorden “Administratie der Thesaurie, Ministerie van Financiën” behoren te worden vervangen. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

10. In artikel 17 van het ontwerp moet worden bepaald dat in de artikelen 2, tweede lid, en 4 van het koninklijk besluit van 13 november 1997 'betreffende de uitvoering van artikelen 4 en 7 van de wet van 15 december 1994 houdende de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijschade' de woorden “het Ministerie van Financiën, Administratie van de Thesaurie, Dienst Openbaar Krediet” behoren te worden vervangen. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

11. In artikel 24 van het ontwerp moet worden bepaald dat in artikel 1, 12°, van het koninklijk besluit van 27 maart 2003 'houdende uitvoering van de artikelen 34 en 35 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991' de woorden “de Administratie der Thesaurie van het Ministerie van Financiën” behoren te worden vervangen. De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

De griffier,
C. Gigot.

De voorzitter,
P. Liénardy

Nota

(1) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 113.

19 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal adaptant la dénomination de l'Administration de la Trésorerie du Service public fédéral Finances

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 25 avril 2014 adaptant dans la législation fiscale les dénominations des administrations du Service public fédéral Finances et portant diverses autres modifications législatives;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'annexe 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal;

Vu l'arrêté royal du 23 février 1977 organique de la Caisse nationale des Calamités;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1986 autorisant certaines autorités du Ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1988 établissant le règlement spécial relatif à la gestion du Fonds de la santé et de la production des animaux;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'État;

Vu l'arrêté royal du 5 août 1992 relatif à la dépossession involontaire de titres au porteur;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1992 relatif à la Commission d'évaluation des actifs de l'État;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre I^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1994 établissant le règlement spécial relatif à la gestion du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1994 royal relatif aux titres représentant la dette des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I^{er} du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1997 relatif à l'exécution des articles 4 et 7 de la loi du 15 décembre 1994 portant dissolution du Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 2001 d'application de l'article 1bis de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la Dette publique;

Vu l'arrêté royal du 4 avril 2001 fixant la liste des emprunts repris par l'État fédéral dans les régimes de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants;

Vu l'arrêté royal du 12 novembre 2001 relatif à la tutelle de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, de l'Association internationale de Développement, de la Banque asiatique de Développement, du Fonds asiatique de Développement, de la Banque africaine de Développement et du Fonds africain de Développement;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 2001 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds de vieillissement;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 2002 réglant l'accès au registre d'attente dans le chef de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et de certaines autorités administratives et institutions de sécurité sociale;

19 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot aanpassing van de benaming van de Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 25 april 2014 tot aanpassing in de fiscale wetgeving van de benamingen van de administraties van de Federale Overheidsdienst Financiën en houdende verscheidene andere wetswijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op de bijlage 2 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 februari 1977 tot inrichting van de Nationale Kas voor Rampenschade;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1986 waarbij sommige overheden van het Ministerie van Financiën gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1988 tot vaststelling van het bijzonder reglement betreffende het beheer van het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1992 betreffende de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1994 tot vaststelling van het bijzonder reglement betreffende het beheer van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de effecten waarin de schuld van de Gemeenschappen en Gewesten wordt belichaamd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1997 betreffende de uitvoering van artikel 4 en 7 van de wet van 15 december 1994 houdende de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijn schade;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van artikel 1bis van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 april 2001 waarbij de lijst wordt vastgesteld van de leningen die de Federale Staat overneemt in de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en de zelfstandigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 november 2001 betreffende de voordij van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, van de Internationale Ontwikkelingsassociatie, van de Aziatische Ontwikkelingsbank, het Aziatisch Ontwikkelingsfonds, de Afrikaanse Ontwikkelingsbank en het Afrikaans Ontwikkelingsfonds;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 2001 tot vaststelling van de werkingsmodaliteiten van het Zilverfonds;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 2002 waarbij ten behoeve van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en bepaalde administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid de toegang tot het wachtregister wordt geregeld;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 2003 portant exécution des articles 34 et 35 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'État, coordonnée le 13 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 2003 relatif à la cession ou le transfert éventuel de tout ou partie des actifs et passifs de Credibe;

Vu l'arrêté royal du 5 juin 2004 portant exécution de l'article 78 de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme;

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 2009 concernant la bonification d'intérêt pour les contrats de prêt destinés à financer des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif à la bonification d'intérêt pour les emprunts destinés à financer le précompte professionnel sur les rémunérations visées au § 1^{er} de l'article 20 de la loi de relance économique du 27 mars 2009;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant la date de reprise du SCDF-Pensions par le Service des Pensions du Secteur public, ainsi que les modalités de transfert du personnel;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 2014 relatif au transfert à l'État fédéral du bâtiment, des réserves, du fonds de roulement et des charges du passé du Bureau d'Intervention et de Restitution belge et au transfert des autres biens, droits et obligations dudit Bureau d'intervention et de restitution belge aux régions ainsi qu'à sa liquidation et à sa suppression;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 août 2015;

Vu l'avis 58.148/4 du Conseil d'État, donné le 5 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les articles 152, alinéa 1^{er} et 153, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, modifié par l'arrêté royal du 5 août 1974, les mots « Service du crédit public du Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 3. Dans les articles 6, alinéa 1^{er}, et 7, alinéa 2, du même arrêté royal, modifiés par l'arrêté royal du 5 août 1974, les mots « du Service du Crédit public » sont chaque fois remplacés par les mots « de l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 4. Dans l'article 22, § 2, alinéa 7, de l'annexe 2 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, remplacée par l'arrêté royal du 14 avril 2013, les mots « du Service public fédéral Finances - Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « de l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 5. Dans les articles 1^{er}, alinéa 2 et 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 février 1977 organique de la Caisse nationale des Calamités, les mots « la Trésorerie » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 6. Dans l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 2003 houdende uitvoering van de artikelen 34 en 35 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 2003 betreffende de eventuele cessie of overdracht van alle of een deel van de activa en passiva van Credibe;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juni 2004 houdende uitvoering van artikel 78 van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 2009 betreffende de interestbonificatie voor leningovereenkomsten bestemd voor de financiering van energiebesparende uitgaven;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 2009 betreffende de interest-bonificatie voor leningovereenkomsten bestemd voor de financiering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen bedoeld in § 1 van artikel 20 van de economische herstellwet van 27 maart 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de overnamedatum van de CDVU-Pensioenen door de Pensioenendienst voor de overheidssector, alsook de nadere regels inzake de overdracht van het personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2014 met betrekking tot de overdracht van het gebouw, de reserves, het bedrijfskapitaal en de lasten van het verleden van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau aan de federale Staat, alsmede de overdracht van andere goederen, rechten en verplichtingen van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau aan de gewesten, alsmede zijn vereffening en zijn afschaffing;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 maart 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 10 augustus 2015;

Gelet op advies 58.148/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de artikelen 152, eerste lid en 153, eerste lid, van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, worden de woorden « het Bestuur der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 2. In artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1974, worden de woorden « de Dienst van Openbaar Krediet van het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 3. In de artikelen 6, eerste lid en 7, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1974, worden de woorden « van de Dienst van het Openbaar Krediet » vervangen door de woorden « van de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 4. In artikel 22, § 2, zevende lid, van de bijlage 2 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, welke bijlage vervangen bij het koninklijk besluit van 14 april 2013, worden de woorden « van de Federale Overheidsdienst Financiën - Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 5. In de artikelen 1, tweede lid, en 15, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 februari 1977 tot inrichting van de Nationale Kas voor Rampenschade, worden de woorden « de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 6. In artikel 15, § 1, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 7. Dans l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 25 avril 1986 autorisant certaines autorités du Ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1987, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 8. Dans les articles 3 et 7 de l'arrêté royal du 3 août 1988 établissant le règlement spécial relatif à la gestion du Fonds de la santé et de la production des animaux, modifiés par les lois des 21 mars 1991 et 13 décembre 2010, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 9. Dans l'article 35 de l'arrêté royal du 23 janvier 1991 relatif aux titres de la dette de l'État, modifié par l'arrêté royal du 10 février 1993, les mots « au Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « auprès de l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 10. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 août 1992 relatif à la dépossession involontaire de titres au porteur, les mots « du Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « de l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 11. Dans l'article 8 de l'arrêté royal du 8 octobre 1992 relatif à la Commission d'évaluation des actifs de l'État, remplacé par l'arrêté royal du 10 octobre 2000, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 12. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 1^{er} février 1993 déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques dans les services publics fédéraux, les services publics de programmation et autres services qui en dépendent ainsi que dans certains organismes d'intérêt public, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1997, les mots « Administration de la Trésorerie, Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 13. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre 1^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 14. Dans l'article 8 de l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique, les mots « L'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 15. Dans l'article 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 19 septembre 1994 établissant le règlement spécial relatif à la gestion du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 16. Dans l'article 1, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif aux titres représentant la dette des Communautés et des Régions, les mots « L'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 17. Dans l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre 1^{er} du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, les mots « L'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « L'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 18. Dans les articles 2, alinéa 2, et 4, de l'arrêté royal du 13 novembre 1997 relatif à l'exécution des articles 4 et 7 de la loi du 15 décembre 1994 portant dissolution du Fonds national de Garantie pour la Réparation des Dégâts houillers, les mots « au Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie, Service du Crédit public » sont

Art. 7. In artikel 1, 5^o, van het koninklijk besluit van 25 april 1986 waarbij sommige overheden van het Ministerie van Financiën gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 maart 1987, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 8. In de artikelen 3 en 7 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1988 tot vaststelling van het bijzonder reglement betreffende het beheer van het Fonds voor de gezondheid en de produktie van de dieren, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991 en 13 december 2010, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 9. In artikel 35 van het koninklijk besluit van 23 januari 1991 betreffende de effecten van de Staatsschuld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 februari 1993, worden de woorden « bij het Ministerie van Financiën, Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « bij de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 10. In artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 augustus 1992 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de titels aan toonder, worden de woorden « van het Ministerie van Financiën, Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 11. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1992 betreffende de Commissie voor Evaluatie van de Activa van het Rijk, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2000, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 12. In artikel 1, eerste lid, 3^o, van het koninklijk besluit van 1 februari 1993 tot bepaling van de bijkomende of specifieke opdrachten in de federale overheidsdiensten, de programmatorische overheidsdiensten en de diensten die ervan afhangen, alsook in sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1997, worden de woorden « Administratie der Thesaurie, Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 13. In artikel 17, eerste lid, van het koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 14. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 19 september 1994 houdende oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken, worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 15. In artikel 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 19 september 1994 tot vaststelling van het bijzonder reglement betreffende het beheer van het Begrotingsfonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 16. In artikel 1, 2^o, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de effecten waarin de schuld van de Gemeenschappen en Gewesten wordt belichaamd, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 17. In artikel 9, § 1, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 18. In de artikelen 2, tweede lid, en 4, van het koninklijk besluit van 13 november 1997 betreffende de uitvoering van artikelen 4 en 7 van de wet 15 december 1994 houdende de ontbinding van het Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijschade, worden de woorden « het Ministerie van Financiën, Administratie van de Thesaurie,

chaque fois remplacés par les mots « à l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 19. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 26 mars 2001 d'application de l'article 1bis de la loi du 2 août 1955 portant suppression du Fonds d'amortissement de la Dette publique, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 20. Dans l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 avril 2001 fixant la liste des emprunts repris par l'État fédéral dans les régimes de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 21. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 12 novembre 2001 relatif à la tutelle de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, de l'Association internationale de Développement, de la Banque asiatique de Développement, du Fonds asiatique de Développement, de la Banque africaine de Développement et du Fonds africain de Développement, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 22. Dans l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 24 décembre 2001 fixant les modalités de fonctionnement du Fonds de vieillissement, les mots « la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 23. Dans l'article 10 du même arrêté royal, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 24. Dans l'article 1^{er}, § 2, 17^o, de l'arrêté royal du 2 décembre 2002 réglant l'accès au registre d'attente dans le chef de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et de certaines autorités administratives et institutions de sécurité sociale, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 25. Dans l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté royal du 27 mars 2003 portant exécution des articles 34 et 35 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'État, coordonnée le 13 mars 1991, les mots « l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie du Service public fédéral Finances ».

Art. 26. Dans l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 8 avril 2003 relatif à la cession ou le transfert éventuel de tout ou partie des actifs et passifs de Credibe, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 27. Dans l'article 1^{er}, 12^o, de l'arrêté royal du 5 juin 2004 portant exécution de l'article 78 de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 28. Dans les articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 28 décembre 2006 relatif aux mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 29. Dans l'article 1^{er}, 7^o, de l'arrêté royal du 12 juillet 2009 concernant la bonification d'intérêt pour les contrats de prêt destinés à financer des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 30. Dans l'article 1^{er}, 7^o, de l'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif à la bonification d'intérêt pour les emprunts destinés à financer le précompte professionnel sur les rémunérations visées au § 1^{er} de l'article 20 de la loi de relance économique du 27 mars 2009, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Dienst Openbaar Krediet » remplacés par les mots « de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 19. In artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van artikel 1bis van de wet van 2 augustus 1955 houdende opheffing van het Fonds tot delging der Staatsschuld, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 20. In artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 april 2001 waarbij de lijst wordt vastgesteld van de leningen die de Federale Staat overneemt in de stelsels van de sociale zekerheid van de werknemers en de zelfstandigen, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 21. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 november 2001 betreffende de voogdij van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, van de Internationale Ontwikkelings-associatie, van de Aziatische Ontwikkelingsbank, het Aziatisch Ontwikkelingsfonds, de Afrikaanse Ontwikkelingsbank en het Afrikaans Ontwikkelingsfonds, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 22. In artikel 1, 5^o, van het koninklijk besluit van 24 december 2001 tot vaststelling van de werkingsmodaliteiten van het Zilverfonds, worden de woorden « de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 23. In artikel 10 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 24. In artikel 1, § 2, 17^o, van het koninklijk besluit van 2 december 2002 waarbij ten behoeve van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en bepaalde administratieve overheden en instellingen van sociale zekerheid de toegang tot het wachtregister wordt geregeld, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 25. In artikel 1, 12^o, van het koninklijk besluit van 27 maart 2003 houdende uitvoering van de artikelen 34 en 35 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie van het Ministerie van Financiën » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie van de Federale Overheidsdienst Financiën ».

Art. 26. In artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 8 april 2003 betreffende de eventuele cessie of overdracht van alle of een deel van de activa en passiva van Credibe worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 27. In artikel 1, 12^o, van het koninklijk besluit van 5 juni 2004 houdende uitvoering van artikel 78 van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector, worden de woorden « de Administratie der Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 28. In de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 28 december 2006 inzake specifieke beperkende maatregelen tegen bepaalde personen en entiteiten met het oog op de strijd tegen de financiering van het terrorisme worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 29. In artikel 1, 7^o, van het koninklijk besluit van 12 juli 2009 betreffende de intrestbonificatie voor leningovereenkomsten bestemd voor de financiering van energiebesparende uitgaven, worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 30. In artikel 1, 7^o, van het koninklijk besluit van 27 september 2009 betreffende de intrestbonificatie voor leningovereenkomsten bestemd voor de financiering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen bedoeld in § 1 van artikel 20 van de economische herstellwet van 27 maart 2009, worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 31. Dans l'article 2, deuxième tiret, de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant la date de reprise du SCDF-Pensions par le Service des Pensions du Secteur public, ainsi que les modalités de transfert du personnel, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 32. Dans l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté royal du 8 juillet 2014 relatif au transfert à l'État fédéral du bâtiment, des réserves, du fonds de roulement et des charges du passé du Bureau d'Intervention et de Restitution belge et au transfert des autres biens, droits et obligations dudit Bureau d'intervention et de restitution belge aux régions ainsi qu'à sa liquidation et à sa suppression, les mots « l'Administration de la Trésorerie » sont remplacés par les mots « l'Administration générale de la trésorerie ».

Art. 33. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Art. 31. In artikel 2, tweede streepje, van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de overnamedatum van de CDVU-Pensioenen door de Pensioendienst voor de overheidssector, alsook de nadere regels inzake de overdracht van het personeel worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de, Thesaurie ».

Art. 32. In artikel 5, vierde lid, van het koninklijk besluit van 8 juli 2014 met betrekking tot de overdracht van het gebouw, de reserves, het bedrijfskapitaal en de lasten van het verleden van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau aan de federale Staat, alsmede de overdracht van andere goederen, rechten en verplichtingen van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau aan de gewesten, alsmede zijn vereffening en zijn afschaffing, worden de woorden « de Administratie van de Thesaurie » vervangen door de woorden « de Algemene Administratie van de Thesaurie ».

Art. 33. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03465]

2 DECEMBRE 2015. — Arrêté royal portant fixation du droit d'entrée dû au système de protection des dépôts et de la contribution initiale due au système de protection des instruments financiers, à charge de MeDirect Bank SA

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la décision de principe du 5 mai 2015 de la Banque nationale de Belgique d'accorder à MeDirect Bank SA un agrément en tant qu'établissement de crédit de droit belge;

Vu la décision de la Banque nationale de Belgique du 26 mai 2015 d'autoriser la cession au 1^{er} juin 2015 par Mediterranean Bank plc de sa succursale belge à MeDirect Bank SA;

Vu la décision de la Banque nationale de Belgique du 26 mai 2015 d'inscrire MeDirect Bank SA sur la liste des établissements de crédit agréés de droit belge;

Vu l'article 8, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'Etat relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts, des assurances sur la vie et du capital de sociétés coopératives agréées, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

Vu l'article 115 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement;

Vu que les deux articles mentionnés ci-avant prévoient un droit d'entrée, respectivement une contribution initiale, lorsque pour un nouvel adhérent ne sont pas versées des contributions suffisantes apportées par un système de protection auquel celui-ci a adhéré antérieurement;

Vu l'adhésion de MeDirect Bank aux systèmes de protection belges des dépôts et des instruments financiers;

Vu l'avis du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers donné le 28 mai 2015;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique donné le 28 juillet 2015;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2015/03465]

2 DECEMBER 2015. — Koninklijk besluit houdende vastlegging van het toegangsrecht verschuldigd aan de beschermingsregeling voor deposito's en van de initiële bijdrage verschuldigd aan de beschermingsregeling voor financiële instrumenten, ten laste van MeDirect Bank NV

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de principiële beslissing van 5 mei 2015 van de Nationale Bank van België een vergunning toe te kennen aan MeDirect Bank NV als kredietinstelling naar Belgisch recht;

Gelet op de beslissing van de Nationale Bank van België van 26 mei 2015 haar toestemming te verlenen voor de overdracht op 1 juni 2015 door Mediterranean Bank plc van haar Belgisch bijkantoor aan MeDirect Bank NV;

Gelet op de beslissing van de Nationale Bank van België van 26 mei 2015 MeDirect Bank NV in te schrijven op de lijst van vergunde kredietinstellingen van Belgisch recht;

Gelet op artikel 8 § 3, tweede lid van het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's, de levensverzekeringen en het kapitaal van erkende coöperatieve vennootschappen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

Gelet op artikel 115 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen;

Gelet op het feit dat beide hiervoor vermelde artikelen voorzien in een toegangsrecht, respectievelijk een initiële bijdrage, wanneer voor een nieuwe deelnemer onvoldoende bijdragen worden ingebracht afkomstig van de beschermingsregeling waaraan deze voorheen deelnam;

Gelet op de toetreding van MeDirect Bank NV tot de Belgische beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten;

Gelet op het advies van het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, gegeven op 28 mei 2015;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 28 juli 2015;